



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/44/371
S/20720

5 juillet 1989

FRANCAIS

ORIGINAL : RUSSE

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-quatrième session
Point 32 de la liste préliminaire*
LA SITUATION EN AFGHANISTAN ET SES
CONSEQUENCES POUR LA PAIX ET LA
SECURITE INTERNATIONALES

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-quatrième année

Lettre datée du 5 juillet 1989, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration faite le 3 juillet 1989 par le représentant du Ministère des affaires étrangères de l'URSS au sujet de l'Afghanistan.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 32 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim,

(Signé) V. LOZINSKIY

* A/44/50/Rev.1.

ANNEXE

Déclaration faite le 3 juillet 1989 par le représentant du
Ministère des affaires étrangères de l'Union des Républiques
socialistes soviétiques

Il semblait ces derniers temps qu'un état d'esprit légèrement différent commençait à se manifester dans divers milieux du Pakistan et des Etats-Unis d'Amérique et permettait d'espérer que, peu à peu, l'approche réaliste de la situation en Afghanistan prévaudrait. De temps à autre on y entendait des voix affirmant la nécessité de mettre un terme au grave conflit régional par des moyens politiques. On avait l'impression que certaines mesures permettant de trouver des moyens pacifiques de rétablir le calme et la stabilité en Afghanistan et dans la région pouvaient suivre. Or cette impression était manifestement trompeuse. On apprend en effet que l'opposition afghane, avec l'appui et l'aide directe du Pakistan et des Etats-Unis, manigance une nouvelle aventure, une "offensive générale" contre diverses villes d'Afghanistan. La preuve en est que les tirs d'obus, notamment contre Kaboul, s'intensifient à nouveau. Le 2 juillet, un de ces obus a éclaté à proximité immédiate de l'enceinte de l'ambassade de l'URSS à Kaboul. Ce n'est que par hasard qu'aucun citoyen soviétique n'a été touché.

On ne saurait négliger non plus la déclaration faite par le représentant des Etats-Unis auprès du prétendu "gouvernement afghan de transition", Peter Thomsen, selon laquelle les Etats-Unis sont résolus à apporter à ce "gouvernement" tout l'appui possible. On est d'ailleurs mis en éveil par la coïncidence des signes de préparatifs d'une "offensive générale" du séjour de Thomsen à Islamabad.

Ceux qui raisonnent en termes d'incitation à l'emploi de la force et qui placent leurs propres ambitions au-dessus des intérêts du pays doivent tenir compte de la réalité des faits. L'armée afghane a démontré qu'elle était en mesure de résister à toutes les poussées de l'ennemi. L'atmosphère qui s'instaure à Kaboul et dans la plupart des provinces du pays montre que la population soutient la politique de réconciliation nationale suivie par le Gouvernement légitime. De plus en plus, les Afghans associent la poursuite de l'effusion de sang en Afghanistan après le départ des troupes soviétiques avec le comportement irresponsable de groupes d'opposition qui ne se soucient nullement des souffrances de la population et qui ne souhaitent qu'une chose : prendre le pouvoir à n'importe quel prix. Les Afghans voient dans le soutien apporté par le Pakistan aux forces d'opposition et son ingérence dans les affaires intérieures de l'Afghanistan une atteinte à la souveraineté et à l'indépendance de leur pays.

L'aggravation des tensions en Afghanistan et dans la région et de l'affrontement alors même que s'ouvrent des possibilités réelles d'y mettre un terme ne peuvent que faire de nouvelles victimes sans résoudre aucun problème, ni intérieur ni extérieur. En ce qui concerne les actes hostiles perpétrés contre des citoyens soviétiques et contre l'ambassade soviétique en Afghanistan, il convient de réaffirmer solennellement que de tels actes ne resteront pas impunis.

Au lieu de préparer une attaque militaire, il faut enfin réfléchir aux mesures pacifiques concrètes et réelles que l'opposition pourrait prendre en réponse à l'appel à la réconciliation nationale lancé par le Gouvernement.

Ceux qui continuent à compter sur la possibilité de renverser le Gouvernement légitime de la République d'Afghanistan doivent réexaminer la situation en sachant que ce gouvernement dispose et continuera de disposer de tous les moyens nécessaires pour défendre l'indépendance du pays, repousser les attaques militaires et répondre au principal besoin du peuple afghan - le besoin de paix.
